



Eduquer au développement durable : Un outil contre les inégalités sociales

Le développement durable est à la Une de l'actualité. Le défi est immense : il s'agit de changer le modèle de production, de consommation, d'habitat, de mobilité, etc. de toute une société. Au-delà des consensuels discours pré-électoraux et des mensonges publicitaires, au-delà des décisions politiques qui tardent à venir, l'une des voies principales vers une terre vivable, c'est l'éducation.

En matière d'environnement, « *les avancées en termes de prise de conscience sont le fait de gens qui ont un minimum d'éducation* », constate Jean-Michel Lex, coordinateur environnement à l'Institut Robert Schuman à Eupen¹. L'éducation au développement durable en milieux populaires est donc fondamentale. Pourtant, la sensibilisation à l'environnement s'adresse très peu au public précaire, principalement faute de ressources pédagogiques.

Beaucoup de jeunes issus de milieux précarisés suivent l'enseignement technique ou professionnel. Pas le meilleur endroit pour parler d'environnement ? « *Au contraire* », clame Jean-Michel Lex.

Trop souvent, les filières techniques et professionnelles ne constituent pas de vrais choix. Les jeunes y arrivent sans l'avoir demandé, suite à un échec dans l'enseignement général. Ils ont perdu la maîtrise de leur parcours et, du même coup, la confiance en soi et la motivation nécessaires à la réussite. Quel lien avec le développement durable (ou D.D., pour faire court) ? « *Toute éducation au développement durable vise à faire accéder à une maîtrise intellectuelle et opérationnelle de son environnement.* » Et, en particulier pour les personnes socialement fragilisées, une meilleure maîtrise de son environnement pousse à agir et à réagir. S'enclenche alors un cercle vertueux d'acquisition de nouveaux savoir-faire qui entraîneront de nouveaux savoir-être et des changements de comportement. Avec des répercussions positives sur la confiance en soi et sur tous les apprentissages.

Les filières techniques et professionnelles offrent en outre la

possibilité de mettre les savoirs en pratique : électricité, hôtellerie, mécanique, construction,... autant de secteurs où des projets de développement durable peuvent être mis en œuvre. On peut donc aller jusqu'à la compétence terminale, celle qui sera directement utilisable comme parent, citoyen, ouvrier, travailleur.

Comment faire ? Certainement pas en tenant aux adolescents le discours : « Les canettes, ce n'est pas bien, ça pollue, buvez de l'eau » ; alors que pour eux, consommer des sodas achetés dans la célèbre machine qui trône dans l'école, c'est, sinon un signe de promotion sociale, du moins le moyen de faire comme tout le monde et d'être « dans le coup » de la culture dominante ...

GESTION ENVIRONNEMENTALE A L'ECOLE

Cela fait une vingtaine d'années qu'à l'Institut Robert Schuman, à Eupen, un groupe de professeurs est parvenu à instaurer – et à faire durer – un système de gestion environnementale qui intègre les objectifs du développement durable dans le fonctionnement de l'école (achats, énergie, eau, communication interne, formation,...). Tout ne s'est pas fait en un jour : d'expériences en expériences, d'échecs en réussites, les choses se sont mises en place. Des exemples ? Tout ce qui n'est pas consigné (comme les canettes) a disparu de l'école ; les déchets sont triés en... 42 catégories ; le café est bien évidemment labellisé Max Havelaar... Pour 2007-2008, 17 projets majeurs sont en chantier : la réalisation et la distribution d'un calendrier des fruits et légumes de saison, la distribution de fruits et de carottes, la rénovation du réfectoire (éclairage, vitrages, peintures écologiques,...).

Peu à peu, les habitudes des élèves changent. Les partisans des distributeurs de sodas prétendent que si les jeunes ne trouvent plus de canettes à l'école, ils en apporteront de la maison. A l'Institut Robert Schuman, on constate que les élèves apportent moins de canettes.

¹ Cette école eupenoise rassemble 850 élèves répartis en 14 filières techniques et professionnelles ainsi que dans un centre de formation en alternance. Verviersestrasse 89-93 à 4700 Eupen. Tél. : 087 59 12 70. www.rsi-eupen.be

Du reste, l'école est spontanément plus propre. La cohérence se met en place.

Mais le D.D. ne s'arrête pas aux portes des classes et ateliers : au bout de certains projets, il y a un produit (exposition, écrit, vidéo,...). « *Les élèves en assurent ensuite la promotion, dans et hors de l'école. Tous les savoirs sociaux sont mobilisés et le sentiment d'utilité dans la société est renforcé* », constate Jean-Michel Lex.

Les compétences liées au développement durable qui peuvent être développées par les adolescents sont variées : en 2006, trois élèves ont reçu une formation d'auditeurs internes, durant trois jours. Les résultats ont été extraordinaires : ces jeunes ont eu l'occasion de prendre conscience et connaissance de la structure et du fonctionnement de leur école, d'interroger les gens, d'entendre des explications. Cela a représenté pour eux une forte expérience d'ouverture. Ils ont ensuite rédigé leur rapport et l'ont présenté aux autorités de l'école, ce qui a constitué pour eux une nouvelle valorisation.

Dans cette même perspective, les élèves qui réalisent un stage en entreprise sont, en 2007-2008, invités à observer les pratiques de l'entreprise qui les accueille en matière de développement durable. Ils auront ainsi l'occasion d'éveiller leur esprit critique sur certains aspects de la vie de l'entreprise et d'acquérir des compétences qui seront de plus en plus recherchées sur le marché du travail.

DES METIERS D'AVENIR

L'Institut Robert Schuman a obtenu la certification Iso 14001, qui atteste la gestion environnementale d'une institution. « *C'est ce parcours-là que nous avons choisi, mais ce n'est pas nécessairement la voie royale*, nuance Jean-Michel Lex. *C'est une procédure qui a été conçue pour les entreprises et qui, dans une école, peut se révéler assez lourde* ». Seules deux écoles en Belgique sont certifiées Iso 14001 : quatre en région wallonne et une

à Bruxelles. D'autres écoles techniques et professionnelles intègrent le développement durable dans leurs cours. Et utilisent l'école comme premier chantier : c'est le cas du Collège Pie X et de l'Institut Sainte-Marie, deux écoles situées à Châtelain. Au Collège Pie X², une partie des cours généraux sont consacrés à l'énergie, à la gestion des déchets, à la mobilité, à l'alimentation. Toute l'installation électrique du bâtiment a par exemple été passée en revue et modifiée par les élèves de la section « électricité » pour réaliser des économies. Des mesures ont également été prises pour réduire la consommation dans le domaine du chauffage. Les élèves participent directement à l'installation de panneaux solaires photovoltaïques. Au sortir de l'école, non seulement ils seront sensibilisés au développement durable, mais en plus, ils auront acquis des compétences qui leur ouvriront bien des portes dans leur vie professionnelle : les emplois liés au développement durable seront de plus en plus nombreux.

A l'Institut Sainte-Marie, les élèves ont réalisé une exposition sur le thème du commerce équitable et ont reçu la visite de trois Equatoriens travaillant dans ce secteur. Pour l'occasion, ils ont appris des rudiments d'espagnol pour guider les visiteurs dans l'école.

On le voit, éduquer au développement durable est tout à fait possible dans des établissements techniques et professionnels où les élèves sont souvent issus de milieux défavorisés. Reste à voir si cela a des répercussions sur les habitudes de la famille, en attendant que ces jeunes soient eux-mêmes chefs de ménage.

ET LES ADULTES ?

Eduquer les jeunes – et en particulier les jeunes issus de milieux socialement défavorisés – est un

² Voir notre dossier « Accès aux savoirs, des choix pour un droit », publié en septembre 2007, pages 9 et 10

investissement indispensable pour les années à venir. Mais, face à l'urgence environnementale, il faut également se préoccuper de l'éducation des adultes d'aujourd'hui. Il faut d'abord constater que les personnes qui vivent des difficultés financières sont généralement doublement défavorisées, dans la mesure où leurs logements (notamment les logements sociaux) sont souvent mal isolés, ce qui entraîne des charges locatives parfois plus élevées que le loyer.

S'ils sont locataires, les gros travaux d'isolation qui pourraient leur faire réaliser des économies d'énergie sont du ressort du propriétaire. Les travaux qu'ils peuvent effectuer eux-mêmes, qu'ils soient propriétaires ou locataires, donnent droit à des primes octroyées par les pouvoirs publics. Mais ces primes sont toujours payées a posteriori, et avancer des sommes importantes n'est pas toujours possible quand on a du mal à boucler son budget.

Cela ne veut pas dire qu'il ne faut rien faire : dans la situation qui est la leur, les familles peuvent modifier certaines habitudes pour quand même réaliser des économies et du même coup protéger l'environnement. C'est le pari que fait l'asbl Revert³, à Verviers. Créée à l'initiative du MOC (Mouvement ouvrier chrétien) local, cette association travaille en collaboration avec le CPAS, les régies de quartier, ou encore les organismes de réinsertion socioprofessionnelle. Avec les personnes intéressées, les animateurs partent du vécu concret de chacun, pour trouver des gestes qui permettent d'économiser l'énergie dans la maison. Le groupe analyse la consommation annuelle des différents appareils électriques dans la maison, décortique les factures de gaz et d'électricité, explore les différentes primes offertes par la Région wallonne, etc.

Après cette première étape « locale », le débat s'oriente vers le plus

« global », les limites des ressources énergétiques classiques, le réchauffement climatique, la nécessité de changer notre modèle de consommation. Cela peut paraître bien éloigné des problèmes quotidiens des personnes précarisées. Les animateurs estiment cependant qu'il n'y a pas de raison de les exclure de ce débat qui anime toute la société, sous prétexte qu'ils ont des difficultés financières. C'est au contraire leur rendre une part de leur dignité que de leur permettre de donner leur avis et de se situer par rapport à cette problématique globale.

L'accès aux savoirs prend tout son sens quand il s'agit de développement durable. On l'a vu, il implique une maîtrise intellectuelle de son environnement – proche d'abord, mais aussi lointain. Et maîtriser son environnement, c'est un premier pas pour renverser la vapeur de l'exclusion : nouveaux savoirs, nouvelles compétences, confiance en soi et action dans la société s'enchaînent en un cercle vertueux - favorable, de plus, à la préservation de notre planète. Les jeunes des filières techniques et professionnelles ont tout à y gagner : les métiers liés au développement durable et, en particulier, à la protection de l'environnement, sont des métiers d'avenir qui connaîtront un développement important dans les années à venir.

Pour les adultes en situation d'exclusion sociale qui ont l'occasion de participer à des formations, les bénéfices sont multiples également : outre les économies réalisées au quotidien, ils retrouvent prise sur certains aspects de leur vie, ils accèdent à des savoirs qui les rendent partie-prenante d'un débat qui concerne toute la société humaine. Un supplément de participation et de dignité qui ne peut qu'avoir des répercussions positives.

Isabelle Franck
Vivre Ensemble Education
Octobre 2007

³ Asbl Revert, rue Laoureux 28 à 4800 Verviers.
Tél. : 087 33 77 37. Courriel : info@revert.espace28.be